
ICANN80 | Forum de politiques – Discussion du GAC : engagement africain au sein du GAC

Mardi 11 juin 2024 – 15h30 à 17h00 KGL

JULIA CHARVOLEN: Bonjour, bienvenue à cette séance de participation de l'Afrique au GAC dans le cadre l'ICANN 80, ce mardi 11 juin à 14 h 30 heure locale.

Veuillez noter que cette séance est enregistrée et qu'elle est régie par les normes de comportement attendues de l'ICANN.

Les questions et commentaires ne seront lus à haute voix pendant la séance que s'ils suivent le format indiqué.

Veuillez indiquer la langue dans laquelle vous allez parler si ce n'est pas l'anglais. Veuillez parler à un rythme raisonnable et clairement pour permettre une interprétation exacte de vos propos. Vous pourrez accéder à toutes les fonctionnalités disponibles pour cette séance à partir de la boîte à outils de Zoom.

Je cède la parole à Christina Arida.

CHRISTINE ARIDA: Merci, Julia. Je suis la vice-présidente du GAC et je voudrais vous souhaiter la bienvenue à cette séance consacrée à la participation de l'Afrique au GAC.

Cette séance reprend nos délibérations de la séance précédente à propos du renforcement des capacités. Je voudrais remercier le groupe de travail

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier, mais pas comme registre faisant autorité.

consacré aux régions faiblement desservies qui a organisé cette séance, ensemble avec Smart Africa.

Le but de cette réunion ici en Afrique était de mettre à l'épreuve les nouvelles modalités de renforcement de capacité. La première séance a été organisée de sorte à avoir l'occasion de présenter un sujet de grand intérêt. Mais nous voudrions également aborder la situation sur le continent africain à propos des initiatives et des opportunités pour que vous puissiez avoir une idée claire de ce qu'il se passe sur place.

Nous avons prévu deux présentations et demie pour cette séance. Tout d'abord, Pierre Dandjinou viendra nous présenter la coalition pour une Afrique numérique, Pierre est ici à ma gauche. Il nous parlera de cette coalition. Et, en même temps, il va nous présenter les constats du rapport 2023 consacré à l'industrie des noms de domaine en Afrique.

Deuxièmement, nous allons entendre parler du projet de gouvernance internet de Smart Africa. Selma nous en a déjà un peu parlé de cela lors de la séance précédente et je pense qu'elle va approfondir.

Finalement, nous ferons une synthèse des deux présentations. Je vous encourage à poser des questions, l'idée est d'avoir une séance interactive. Et nous allons faire des pauses ça et là pour vous permettre de poser des questions si vous en avez. Mais surtout, n'hésitez pas à lever la main pour qu'on puisse vous céder la parole.

Je cède la parole tout d'abord à Rodrigue.

RODRIGUE GUIGUEMBE : Merci beaucoup. C'est un grand plaisir pour nous d'être ici. Comme vous le savez, nous essayons de travailler à la gouvernance de l'internet depuis quelques années pour essayer de soutenir nos parties prenantes africaines, notamment dans le secteur gouvernemental, nous cherchons comment les soutenir pour qu'ils puissent trouver la manière d'aborder et d'adresser les problèmes en lien avec la gouvernance internet. Nous y attachons grande importance.

Je sens que la séance de renforcement des capacités qui a été organisée tout à l'heure était très importante pour que les ccTLD et leurs opérateurs puissent y être inclus.

À présent, nous essayons de définir quelle serait la meilleure approche pour impliquer plus de parties prenantes au processus de gouvernance de l'internet. Nous cherchons à savoir comment mieux nous occuper de ces problèmes et faire en sorte que les parties prenantes se sentent plus à l'aise au moment de discuter de ces sujets.

Donc nous sommes là pour présenter notre projet de gouvernance internet. Comme Christine l'a déjà dit. Mais nous avons d'autres projets qui nous intéressent également, en particulier la coalition pour une Afrique numérique, CDA, à laquelle nous attachons grande importance parce que notre objectif ultime est de pouvoir orienter les parties prenantes afin que l'Afrique puisse vraiment avoir une voix au chapitre.

Voilà les quelques mots que j'avais à vous dire, j'espère que ces échanges seront enrichissants. Je reprendrai la parole tout à l'heure pour vous présenter notre projet de gouvernance internet depuis Smart Africa.

CHRISTINE ARIDA: Merci, Rodrigue. Je vais tout de suite céder la parole à Pierre Dandjinou qui est vice-président de participation des parties prenantes en Afrique. Sa présentation portera sur la coalition pour une Afrique numérique, mais il va en même temps, comme je le disais, nous présenter les constats du rapport sur l'industrie des noms de domaine en Afrique.

PIERRE DANDJINOU: Merci, Christina, bonne après-midi à tous. Je suis membre du personnel de l'ICANN, mon poste est vice-président de participation des parties prenantes mondiales et je travaille spécifiquement pour l'Afrique.

Ma présentation portera sur l'une des initiatives que nous avons lancées il y a quelques années. Mais je veux tout d'abord vous parler du contexte dans lequel nous travaillons et ce qui nous a amenés à créer cette initiative.

Nous avons mis au point une stratégie de l'ICANN pour l'Afrique qui a été élaborée par la communauté africaine elle-même et qui nous a signalé ce que nous devrions faire. On leur avait posé la question suivante : que veut l'Afrique de l'ICANN en particulier, que voulez-vous que nous fassions ? Et nous avons formé un groupe de parties prenantes qui ont trouvé toute une série de questions et qui ont pu apporter des réponses aux questions qu'ils avaient identifiées.

À partir de ces rapports, on a entendu haut et clair que l'Afrique voulait mieux participer à l'ICANN.

À l'époque où on a élaboré la stratégie pour l'Afrique, c'était des jeunes, cela date d'une dizaine d'années déjà et ils sentaient que l'Afrique n'avait pas pu s'exprimer sur un pied d'égalité avec d'autres parties à l'ICANN. Et,

deuxièmement, on s'est tourné vers le développement des capacités, on nous a demandé de renforcer les capacités des Africains pour qu'ils puissent mieux participer à l'ICANN et à la transformation numérique du continent, pour qu'ils puissent en main ce travail.

J'ai préparé quelques diapositives me permettant de vous montrer de quoi s'agit cette initiative, mais je voulais vous dire que le principal est de savoir que nous avons abordé la question de différents points de vue en Afrique. Mais souvenez-vous qu'on travaille pour l'ICANN qui a un mandat limité qui est de s'occuper des DNS.

Je précise cela parce que nous avons reçu des demandes à propos de, par exemple, notre manière d'investir en infrastructure en Afrique, on nous demandait d'investir à la création de contenus en Afrique, et ce n'est pas vraiment la mission de l'ICANN.

Diapo suivante, s'il vous plait, Julia.

On a vu apparaître cette idée de créer une coalition numérique pour l'Afrique et c'est la première fois à laquelle, en tant qu'ICANN, nous avons essayé de travailler en Afrique et non pas seulement pour l'Afrique. Je ne vais pas parler ici d'un traitement différentiel, mais on considérait que nos contributions pour l'Afrique pouvaient ajouter une nouvelle couche de travail à ce qu'on faisait déjà.

Pourquoi parle-t-on d'une coalition pour une Afrique numérique. Parlant de transformation numérique, nous voyons qu'il y a énormément d'acteurs qui essaient de soutenir divers projets pour soutenir le développement de l'infrastructure. Nous sentions que si l'ICANN entreprenait ce travail c'était

non seulement pour l'ICANN, mais que nous devons créer une coalition consultative qui inclut différentes institutions.

Et l'un des principes directeurs que nous avons suivis était de nous allier à d'autres institutions qui travaillent pour que l'internet soit interopérable, sécurisé et, bien sûr, pour travailler avec toutes ces parties prenantes qui croyaient à la véritable puissance de l'internet.

En Afrique, nous nous sommes consacrés sur différents domaines, on ne pouvait pas tout faire. Et pour nous le principal était d'avoir une infrastructure de DNS solide en Afrique, de montrer la centralité du système du DNS.

On a également abordé un autre pilier qui portait sur une véritable connectivité, une connectivité significative. Pour ce faire on a encouragé le multilinguisme et la création de contenus locaux en Afrique et, si possible, dans des langues africaines, en leur propre scripte.

Et l'autre pilier qui était considéré comme une priorité pour les participants pour les attentes qu'ils avaient de nous était le renforcement des capacités. Et donc on parlait d'avoir les compétences nécessaires et les connaissances nécessaires pour pouvoir participer au modèle multipartite de gouvernance de l'internet.

La gouvernance de l'internet était très haut placée dans l'agenda également.

Qu'avons-nous fait ? Au moment de présenter cette initiative, il y a un an, lors d'un forum de gouvernance internet qui s'est tenu en Éthiopie, nous avons commencé le travail. Je vais vous raconter ce que nous avons

accompli depuis. Et puis, si vous avez des questions, je vous permettrai de les poser.

Diapo suivante.

Les objectifs sont clairs. L'idée est de créer un groupe qui aille réunir les ressources disponibles pour pouvoir apporter à la transformation numérique de l'Afrique.

Sur les prochains schémas, vous aurez plus d'informations à propos de ce que nous avons fait, vous verrez des statistiques qui ne sont peut-être pas tout à fait d'actualité, mais ce sont surtout dans les grandes lignes, les points saillants de ce que nous avons fait.

La coalition a été formée et réunit partenaires, à savoir des institutions qui ont accordé des principes communs. Vous avez déjà les noms de ces partenaires, je ne vais vous les lire, mais nous avons des universités, par exemple avec l'association des universités africaines qui est le moteur d'UA et de l'internationalisation des noms de domaine.

Il est important pour nous de nous être alliés à l'association des universités africaines parce que pour nous l'UA des noms de domaine doit être intégrée au cursus des différentes universités.

En ce moment, nous travaillons à 8 initiatives qui sont en cours et qui contribueront à la transformation numérique de l'Afrique. Notre travail à ce jour a eu lieu sur quelques pays africains, à hauteur de 34 pays.

Je parlais avant des piliers qui dirigent notre travail. Et bien nous avons, d'une part, la grappe de l'internet, c'est ce que nous appelons le système de serveurs racines géré par l'ICANN. Et ce que nous avons fait était une

nouveauté pour les pays africains, parce que nous leur avons amené des grappes de serveurs. Nous avons commencé par Nairobi, ensuite le Caire.

En fait, il s'agit d'une série de copies de serveurs qui sont installés et qui vous aident à réduire le temps de latence, l'accessibilité à internet est donc améliorée grâce à la réduction de cette latence de quelques millisecondes. Et donc le trafic augmente.

À partir de la création de ces deux grappes, nous avons remarqué, entre autres, que 30 % du trafic sortant de l'Afrique et qui revient en Afrique reste maintenant sur le continent. Ce qui est très important.

Habituellement, on ne cite pas le DNS comme partie intégrante de l'infrastructure, mais cela montre que c'est le cas, c'est important d'avoir cela. Et une fois que vous avez vos copies de serveurs disséminées sur le continent, vous vous rendrez compte que cela va jouer un rôle crucial en matière de facilitation de l'accessibilité, notamment.

Voilà un des exemples de ce que nous faisons.

Autre exemple, les points d'échange internet. Nous mettons en place ces dispositifs en partenariat avec l'ISOC. L'un de nos objectifs c'est de préserver les données au niveau local. Et nous faisons cela de façon écoresponsable.

L'ICANN a fait un partenariat avec l'ISOC afin d'avoir davantage de FAI en Europe. Et il est absolument essentiel d'avoir ce type d'alliance en Afrique et ce type d'infrastructure.

Puis il y a la connectivité significative. Voici la liste des partenaires actuels. Il y en a 14, un ou deux nous ont rejoints récemment. Il y a l'organisation des juristes, qui a une certaine importance.

Puis il y a l'AFNIC également, une organisation française, qui était l'un de nos premiers partenaires. Et nous souhaitons les remercier, car il y a eu un atelier relatif au marketing des noms de domaine et cela a été fait de pair avec les ccTLD africains.

Quels sont les accomplissements majeurs ?

Et bien il y a la grappe MRS et je veux mettre l'accent sur l'étude sur les noms de domaine africains de 2023. Cela importe beaucoup. Nous allons officiellement publier ce rapport demain à l'espace Afrique.

Il s'agit de fournir un rapport qui présente comment le DNS est géré depuis l'Afrique, comment il est utilisé en Afrique et ce que nous devrions faire en Afrique.

Je vais vous donner quelques éléments à ce propos un peu plus tard qui vont montrer quelle est la réalité aujourd'hui et quelles sont les améliorations et recommandations formulées.

Puis il y a le volet sécurité de l'internet sur le continent. Vous savez, on parle des extensions de sécurité DNSSEC, nous avons déployé cela dans des pays tels que le Botswana. Et c'est assez important, car on parle d'un internet sûr. Et pour sécuriser l'internet, il faut appliquer le DNSSEC.

Je ne connais pas exactement les statistiques, mais sur les 54 pays d'Afrique, de 10 à 15 ont réussi à apporter davantage de sécurité. Donc cela nous satisfait. Nous avons quelques partenaires à ce propos. Il y a l'Union

des télécommunications africaines. Nous nous attendons à ce que d'autres partenaires nous rejoignent, l'UNECAF.

Puis il y a également des choses inhérentes sur le DNSSEC, nous soutenons des ateliers locaux, nous faisons en sorte que les parties prenantes comprennent la technologie et la maîtrisent afin de pouvoir signer et valider la racine. Habituellement, ce n'était une habitude et il faut vraiment démocratiser cela.

J'aimerais maintenant que l'on parle de ce que l'on fait une fois qu'on est connecté. Je voudrais parler de l'UA, comment faire en sorte qu'un système puisse communiquer avec un autre ? Quelles sont les mesures à prendre pour faire en sorte que votre système soit sur le même plan que les systèmes internationaux. C'est assez important.

Nous sommes satisfaits, ravis d'avoir un projet commun avec une association d'universités africaines, c'est un projet d'envergure, car, avec ce groupement d'universités – je parle de 400 établissements ici – nous avons un projet qui s'articule autour de deux piliers. Il y a des tests de systèmes informatiques d'une part et, d'autre part, il s'agit de garantir l'UA et la remédiation si jamais il n'y a pas d'UA. Donc nous avons des ateliers sur ces deux points.

Nous avons également compris que les professeurs, que les maîtres de conférences aient une compréhension fine de ce qu'est l'UA, notamment. Donc nous penserons à l'intégration de l'UA dans les cursus universitaires. Il y a beaucoup de satisfactions et déjà des efforts qui vont dans ce sens.

Puis il y a la gouvernance de l'internet, le renforcement des capacités, je pense que l'initiative Smart Africa va l'évoquer. Nous avons scellé un

partenariat avec eux et je sais qu'il y a aussi des législateurs ici présents qui pourront également faciliter tous ces efforts.

Autre élément important en matière de renforcement des capacités, un projet a été conçu pour appuyer les ccTLD africains, les accompagner dans différents domaines sur le plan technique, mais aussi commercial et sécuritaire. Il y aura notamment des collaborations ici dans le cadre d'ateliers, sur la conception de tels projets. Nous sommes contents que cela puisse se produire.

Voici, en quelques mots, ce que nous faisons.

CHRISTINE ARIDA:

Pierre, je vais t'interrompre et demander à la salle s'il y a des questions ou des observations, en salle ou à distance. Je vous rappelle que, dans le chat, il y a un lien vers la Coalition pour une Afrique Numérique. Y a-t-il des questions ? Je vois qu'il y a une main levée dans Zoom. La Mauritanie, la parole est à vous.

MOHAMED EL MOCTAR:

Bonjour, je suis le représentant au GAC de la Mauritanie. Merci de cette présentation si intéressante. J'ai eu l'occasion d'avoir un avant-goût de l'initiative Smart Africa lors d'une réunion hier.

Ma question : alors je suis intéressé au plus haut point par ce que vous avez dit, et je constate qu'il y n'y a que 34 pays membres pour l'instant et qu'il s'agit d'une coalition pour l'Afrique et il me semble que nous sommes 54 pays en Afrique. Par conséquent, je me demande quel est le processus

pour adhérer à cette organisation. Un ou deux mots à propos de l'adhésion à cette initiative ?

PIERRE DANDJINO:

Merci de cette question. Oui, on nous la pose de façon récurrente, pourquoi 34 et pas 54, 34, car il y a beaucoup de critères à observer et que certains de ces pays hébergent des activités. Je pense aux ccTLD et au renforcement de capacité en la matière.

Ce que nous avons lancé ici est un projet pilote. Évidemment, on ne peut pas embarquer les 54 pays, car c'est une phase pilote. À la fin de cette phase pilote, nous allons étendre le champ et accueillir plus de pays.

Les critères c'est qu'il y ait beaucoup de volonté et que les administrateurs soient prêts à contribuer, je pense notamment aux ateliers, il faut vraiment qu'il y ait beaucoup d'élans. Il y a des consultants, mais il doit également y avoir des outils et des éléments qui sont déployés au niveau national.

Donc la phase pilote a débuté avec 34 pays et nous allons étendre à d'autres pays, notamment la Mauritanie. Je sais que la Mauritanie a déjà exprimé de la volonté pour cela. Ça, c'est pour les ccTLD.

Si l'on parle de signer la zone racine, on a parlé des stands itinérants du DNSSEC, notamment, peut-être qu'il n'y a que 4 à 5 pays qui sont ciblés. Mais ici on parle de toute l'Afrique, donc il y a de plus en plus de pays aussi. S'il y a davantage de pays, il y aura davantage de projets et s'il y a davantage de projets il y aura davantage de pays.

CHRISTINE ARIDA: Merci. J'ai une autre question dans le chat, une question du Vanuatu, pourriez-vous dire un mot à propos des ateliers de renforcement des capacités pour les gouvernements et les législateurs, comment mettez-vous en place cela et quels sont les défis ?

PIERRE DANDJINO: C'est la première fois que nous avons des parlementaires à une réunion de l'ICANN. Dans le cadre de la coalition pour une Afrique numérique, il y a eu des partenariats et des réseaux de parlementaires et il y a eu beaucoup d'efforts de communication. Et avant l'ICANN 80, nous les avons réunis au sein d'un atelier et nous avons réussi à expliquer ce que nous entendons par la gouvernance internet. Et ils nous ont posé des questions très intéressantes.

Ils nous ont dit : nom de domaine, qu'est-ce que cela veut dire, qui gère ces noms de domaine dans notre pays ? Mais il y en a qui nous ont dit : mais ces noms de domaine ne sont pas gérés dans notre pays ? Donc ils identifient des problèmes.

Conclusion de cet atelier, c'est qu'il faut les informer, car ce sont des parlementaires. Et pour qu'un pays prenne la décision idoine en matière de gouvernance de l'internet, il faut avoir des connaissances techniques suffisantes, qu'entend-on par IPv4 ou IPv6 ? Un décideur ne sait pas nécessairement ce que cela signifie.

Parfois, l'adoption de loi peut résoudre certains problèmes. Nous avons également parlé des données à caractère personnel et de tout ce qui en découle en matière de législation, ce qu'il faut faire ou non, ce que doit être votre stratégie.

Tout cela importe. Mais si les législateurs n'ont pas les capacités pour agir, si les décideurs n'ont pas les capacités pour agir, si les décideurs n'ont pas les capacités, et bien vous serez dans l'impasse.

Dès lors, nous sommes vraiment ravis de pouvoir communiquer avec les parlementaires, de les inviter dans cet espace de discussions. Je sais que certains sont toujours au GAC, il y en a qui se sont dits : ha, le GAC, qu'est-ce ? J'aimerais bien venir, partager des idées, m'inspirer des meilleures pratiques pour gérer ces ressources.

CHRISTINE ARIDA:

Merci, Pierre. Y a-t-il d'autres questions ? Allez-y, présentez-vous s'il vous plait.

IREN KAGGWA:

Bonjour, je suis de l'Ouganda. Merci. Je voulais remercier les présentateurs, surtout mon frère qui mène cette lutte pour l'Afrique. Et je voulais plutôt faire un commentaire.

Je salue cette union de différentes organisations autour de ce sujet. Du point de vue national, l'un des défis que nous avons observés est que nous ne pouvons pas profiter du soutien qu'on nous offre en raison de la manière dont il est proposé. Je viens là en tant que parlementaire, mais je n'étais même pas au courant de vos autres contacts avec d'autres secteurs. Vous dites que vous travaillez avec le secteur académique, je n'étais pas au courant.

Les gouvernements souverains doivent coordonner tout cela. Nous respectons votre travail pour une cause commune et le fait d'unir toutes les

ressources disponibles, mais nous devons améliorer la coordination. Si nous ne savons pas de ces informations disponibles, nous ne pouvons pas profiter de ce travail.

Ce n'est pas tout aussi avantageux parce que vous n'êtes pas forcément en lien ou en accord avec le plan national de transformation numérique.

PIERRE DANDJINO:

Merci pour ce commentaire. Bien sûr, cela revient également à la communication, partout. Et c'est à cela que nous faisons allusion à la communication multipartite dans les différents pays. La communauté technique doit communiquer elle-même avec les législateurs et les décideurs de politique. Il faudrait que chaque pays crée ses voies de communication avec les autres secteurs. Certes, c'est un grand problème, mais je suis content de vous entendre parler de cela.

Donc, je réitère, cela appartient à chaque pays de communiquer avec les autres secteurs à propos de ces sujets d'intérêts communs. Vous pourriez peut-être créer un groupe de coordination, mais oui, le multipartisme est important, justement pour cela.

CHRISTINE ARIDA:

Merci, je vois que sur le chat la Suisse a envoyé d'autres informations à propos des activités en lien avec le renforcement des capacités qui sont entreprises par Diplo Fondation. Merci, la Suisse.

On a une question de la Nouvelle-Guinée.

RUSSEL WORUBA:

Merci pour cette présentation à propos de la coalition pour une Afrique numérique, je la trouve très encourageante. Cette initiative est un bon précédent pour ‘autres régions, comme la nôtre dans le Pacifique. Comme le Vanuatu disait, il y a d’autres groupes régionaux ici présents.

De notre côté, nous avons commencé par essayer de faire en sorte que le ministre d’éthique se réunisse et nous voulions proposer aux leaders du Pacifique de se réunir à un forum en fin d’année et de faire une déclaration pour dire que nous soutenons d’autres travaux. Surtout, nous voulions également coordonner le soutien d’autres groupes multilatéraux comme l’ONU ou des donateurs spécifiques de la région à travers nos délégations.

Aujourd’hui, j’aimerais savoir spécifiquement comment vous avez mis au point cette initiative, comment vous l’avez mis sur pied ? Est-ce que vous avez eu une politique ou un plan de développement de l’internet qui réunissait tout ou alors vous êtes directement entré en communication avec les différents pays, régions ou sous-régions en Afrique ? Est-ce que vous avez procédé de la sorte pour que cela motive la création de la coalition ?

PIERRE DANDJINO:

Merci. Cette coalition, bien sûr, n’est pas apparue du néant, on avait déjà une stratégie pour l’Afrique à l’ICANN. Cette stratégie avait été créée au sein de l’ICANN par les Africains. Mais la question qu’on leur avait posée était de savoir quelles étaient leurs attentes vis-à-vis de l’ICANN et c’est eux qui nous ont expliqué quels étaient les piliers du travail que l’on devait entreprendre.

Cette initiative a également été créée à partir de notre constat du besoin de travailler ensemble avec d'autres partenaires. On sentait qu'on ne pouvait pas s'y attaquer comme l'ICANN, à nous tout seul. On sentait le besoin de s'allier à d'autres. Voilà donc l'un des premiers critères.

On s'était dit : il faut qu'on travaille dessus, mais avec d'autres partenaires. Au début, on a commencé à échanger des idées et ce n'était pas vraiment un groupe de travail que nous avons créé, mais c'était un partenariat qui est apparu au sein duquel nous mettions nos idées et, petit à petit, d'autres participants se sont impliqués pour nous faire comprendre ce qu'ils voulaient voir ou non dans cette stratégie. Donc je réitère, ça ne s'est pas fait de manière isolée, ça n'est pas apparu du néant, c'était une reprise du travail qui avait déjà été lancé par l'ICANN en Afrique et ça a surgi de ce qu'on nous avait signalé sur la stratégie pour l'Afrique, à propos de ce que les Africains attendaient.

CHRISTINE ARIDA:

Je vais lire un commentaire sur le chat et, étant donné que le temps nous est compté, nous allons passer à la partie suivante. On a un commentaire d'Eswatini qui dit : vous faites du très bon travail pour notre continent, je voudrais savoir si vous avez essayé de travailler avec les REC pour pouvoir accéder à toutes les régions ?

On a également un commentaire de Paul qui dit : j'aimerais signaler que le travail sur un observatoire du DNS est un point saillant pour le renforcement des capacités.

Avez-vous besoin de rebondir là-dessus ?

PIERRE DANDJINOU: Je vois que cette personne comprend bien ce qu'on est en train de faire. L'Observatoire est l'un des résultats de notre travail. Et c'est vrai, on essaye non seulement d'avoir un répertoire, mais également une plateforme qui réunisse toutes les données à propos du DNS en Afrique. Nous avons besoin d'avoir un répertoire qui soit actualisé et nous y travaillons pour le créer avec des partenaires.

Donc nous communiquons avec différents partenaires à partir du moment où nous avons présenté le rapport. Ce rapport porte également sur l'observatoire et on y envisage les différentes possibilités pour créer cet observatoire en Afrique, quels pourraient être les partenaires, les technologies que nous pourrions utiliser. Nous n'avons pas encore décidé de quand nous voudrions concrétiser ce travail, mais nous avons des initiatives qui nous signalent les différentes possibilités pour le pilote de cet observatoire, l'idée étant donc d'avoir un observatoire intégral des DNSSEC en Afrique.

CHRISTINE ARIDA: Et la personne parlait des REC, est-ce que c'est les commissions économiques régionales ?

PIERRE DANDJINOU: Oui, alors on a reçu des demandes de certains pays spécifiques qui souhaitaient en faire partie. Et comme je l'ai déjà dit, on n'a pas pris de décision pour l'instant. Nous faut-il inclure les 54 pays du continent ? Les

autorités de réglementation ont également fait entendre leur intérêt, la CEA est là également.

Ce matin même nous avons eu une réunion avec nos partenaires et il y a eu un observateur, quelqu'un qui n'avait jamais participé auparavant, mais qui est venu dire que c'était important pour sa région.

On nous a demandé d'accepter des commissions économiques régionales au sein du groupe. Et ce sera à la coalition de décider de tout cela.

La coalition elle-même va créer une structure de gouvernance, ce qui n'a pas encore été fait, mais ce sera une décision qui sera prise par la coalition elle-même.

CHRISTINE ARIDA:

On va jusqu'à la fin de la séance pour répondre aux autres questions, on reviendra vers vous plus tard. Merci.

Nous allons donc poursuivre la présentation et nous vous demandons maintenant de parler de l'étude, si possible.

PIERRE DANDJINO:

Oui, bien sûr, alors j'irai rapidement. Nous vous invitons tous à participer à la réunion de l'espace Afrique demain et nous y présenterons d'autres informations à propos des constats de cette étude.

On parle de saisir le potentiel numérique de l'Afrique dans cette étude, le potentiel du DNS en Afrique. Et nous avons appelé l'étude : étude de l'industrie des noms de domaine en Afrique.

L'Afrique avait déjà mené différentes études à propos de l'environnement des DNS en Afrique, notamment il y a 6 ans il y a eu une étude qui visait à informer les parties prenantes intéressées en Afrique à propos de l'état de situation.

Cette fois, on voulait permettre plus d'implication pour l'utilisation des noms de domaine en Afrique. C'était intéressant parce que c'était la communauté qui nous avait demandé de mettre à jour ces statistiques que nous avons générées à partir de l'étude précédente. Alors ce rapport est une mise à jour de l'étude qui avait été réalisée auparavant.

Et demain, nous présenterons les résultats de ce rapport. Le rapport était intéressant du point de vue des statistiques. Bien sûr, les problématiques restent les mêmes, on voit des défaillances au niveau de l'infrastructure. Si nous parlons de l'internet en Afrique, il y a des réalités qui sont toujours d'actualité. Ça change un peu, mais l'infrastructure reste un point de grande importance.

On parle toujours des difficultés de la fracture numérique, il y a des pays où des villes mêmes qui sont bien connectées, où 80 % de la population va accéder à internet, alors qu'il y a également des régions faiblement desservies où vous avez 2 %, peut-être, de la population qui a accès à internet.

Pour ce qui est de l'enregistrement de noms de domaine, puisque l'étude était censée s'occuper de cela, je dirais qu'en Afrique, en novembre 2023, on a identifié l'enregistrement de 4,333 millions noms de domaines enregistrés sur les ccTLD africains. L'Afrique a une population de 2,4 milliards de personnes, donc seulement 4,3 millions de noms de

domaine. Donc on voit qu'il y a un potentiel énorme. Et la plupart de ces noms de domaine sont enregistrés dans un seul pays. Ou alors 4 pays.

Pas la peine de vous dire lesquels, vous aurez le temps de consulter les résultats vous-mêmes.

Diapo suivante ; j'essaye d'accélérer un peu.

Donc le rapport montre également la grande concentration de contenus web et le fait que l'hébergement des noms de domaine est concentré sur quelque peu de pays. Donc il y a très peu de pays qui créent des contenus sur internet en Afrique.

La situation doit changer et il nous faut plus de services d'internet de qualité en Afrique. Que faire ? On demande plus de temps pour cela, je sais que j'avance un peu vite ici.

Alors, amélioration des politiques et de l'environnement réglementaire. C'est un élément essentiel. Si votre législation n'est pas au niveau, il faut l'améliorer. Évidemment, il y a votre propre écriture, votre propre langue qui peut faciliter votre accès à l'internet, mais il faut également des contenus locaux.

Ce que je veux souligner, c'est l'importance de promouvoir des contenus locaux dans des langues africaines. Alors, des 4 à 5 milles langues en Afrique, lesquelles vous allez prioriser pour ces questions politiques ?

Mis à part ces recommandations, nous estimons que la plupart des services doivent être étendus. Aujourd'hui, si vous prenez en compte les opérations DNS et bien vous vous rendrez compte que la plupart des pays n'ont pas de bureaux d'enregistrement, c'est-à-dire des infrastructures capables

d'étendre ces services dans les zones rurales. Nous savons que c'est important pour développer l'activité commerciale dans le pays, histoire que l'on n'ait pas simplement des opérateurs de registre. Car il faut pouvoir également diffuser davantage le service afin d'attirer davantage d'acteurs. Et ça, c'est une recommandation importante.

Mais, comme je l'ai dit, nous allons avoir largement assez de temps pour évoquer tous ces constats et un consultant sera également présent demain à l'espace Afrique et nous pourrons évoquer tout cela.

Merci.

CHRISTINE ARIDA:

J'ai deux questions dans le chat, une question de la Suisse qui a trait à la coalition pour une Afrique numérique : la coalition collabore-t-elle avec l'OIF ou avec l'Union Africaine ? La deuxième question est de Mary Odoma qui demande si les ateliers de renforcement des capacités de la gouvernance internet pour les parlementaires peuvent être organisés dans le cadre d'événements régionaux ou sous-régionaux, si cela est envisagé et comment pouvoir accéder à cette ressource.

PIERRE DANDJINO:

Alors on parle avec l'Union Africaine et nous communiquons avec les institutions. Nous faisons toujours du progrès en la matière. Nous savons que l'Union Africaine joue un rôle essentiel pour tout ce qui a trait à l'économie numérique. Et la vision qui préside à la coalition pour une Afrique numérique émane également de l'Union Africaine.

Nous sommes ouverts, nous avons déjà rencontré à deux reprises l'Union Africaine pour leur présenter cette idée. Désormais il faut établir les bons protocoles de coopération.

Pour ce qui est de la francophonie, ça dépend qui est intéressé. Il faut que les institutions montrent de l'intérêt. S'il y a de l'intérêt, et bien l'équipe va réfléchir à l'intégration des institutions qui se manifestent. Mais il y a toute une série de critères à observer.

Pour ce qui est du renforcement capacitaire des législateurs, des parlementaires, si on peut organiser cela dans le cadre des FGI, cela me paraît une bonne idée, on peut s'y pencher. Mais comme je l'ai dit, il y a tant de choses à faire. Notamment en matière de promotion de la transformation numérique en Afrique.

Nous avons commencé avec réseau de parlementaires qui nous ont contactés pour nous dire qu'ils étaient intéressés. Donc nous avons organisé différents ateliers avec eux, mais nous sommes enclins à collaborer avec les FGI et ceux qui se manifestent. Nous avons déjà été approchés par de nombreuses organisations différentes.

Mais il faut commencer également à attirer des ressources afin d'avoir une meilleure incidence en termes de transformation numérique.

CHRISTINE ARIDA:

Merci, Pierre, très intéressant. Je suis certaine que nous pourrions en parler davantage. Par ailleurs, voici le lien pour la session espace Afrique, mentionné dans le chat.

Nous pouvons passer à la deuxième partie de la session. Rodrigue va parler français. Je te donne la parole.

RODRIGUE GUIGUEMDE: Merci beaucoup de me donner cette occasion de m'exprimer à propos de la gouvernance internet dans le cadre de l'initiative Smart Africa. Je vais parler français, car il faut que nous représentions différentes langues.

Je voudrais commencer par parler un peu de Smart Africa, mais très rapidement, parce qu'on n'a plus beaucoup de temps. Smart Africa est une vision de transformer l'Afrique en un marché unique pour accélérer la transformation à travers le numérique. C'est un peu la vision que nous nous donnons et, à ce titre, nous avons plusieurs projets sur lesquels nous travaillons.

Prochaine diapositive.

Smart Africa a été créé selon la vision d'un certain nombre de chefs d'État en 2013, de 7 chefs d'État. Ils ont mis en place un certain nombre de principes à travers un manifeste qui est justement de placer les TIC au sein de l'agenda, améliorer l'accès aux TIC, améliorer l'efficacité, l'ouverture grâce aux TIC, de donner une priorité au secteur privé et exploiter les TIC pour promouvoir le développement durable.

Smart Africa a été endossé par l'Union Africaine en 2014, lors du sommet des chefs d'État.

À ce jour, nous avons 39 membres et nous sommes passés à 40 membres qui sont déjà membres de l'alliance ; le dernier pays à adhérer est la République Centrafricaine.

Nous avons aussi des partenaires du secteur privé, des organisations internationales. Et je pense que nous cette ouverture de pouvoir rassembler un certain nombre d'acteurs et de parties prenantes.

Je vais aller directement sur les challenges qui ont sous-entendu la création de cette initiative du projet de la gouvernance de l'internet.

Nous sommes partis d'un constat, depuis 2021. Il y a eu une initiative qui a été adressée à Smart Africa par le Burkina Faso, de mettre en place un projet phare sur la gouvernance de l'internet. Parce qu'il y a un certain nombre de défis et de challenges auxquels nous avons été confrontés, notamment le manque de réglementation clairement défini, à certains niveaux.

On l'a dit ce matin et on l'a répété, il y a souvent un manque d'engagement au niveau des gouvernements. Et la question de l'interruption inopinée de l'internet qui est devenu vital pour nos États et la gestion souveraine même des adresses IP. Donc je pense que cette gestion souveraine, beaucoup sont sensibilisés là-dessus au regard justement du problème que nous avons avec AfriNIC à ce jour sur le continent.

Donc il y a ce besoin de travailler à renforcer un peu ces instances et la faible représentation des Africains au niveau des instances de discussion et de décision.

Donc à ce niveau, on s'est dit qu'il est important de mettre en place ce mécanisme qui viendra bien sûr avec toutes les autres initiatives qui existent.

J'étais très heureux d'écouter Pierre tout à l'heure quand il parlait de la coalition, je pense que c'est quelque chose dont l'Afrique a besoin et je crois que nous allons tous travailler à y contribuer.

Donc c'est vraiment de contribuer, comme je l'ai dit, à relever les défis liés à la gouvernance de l'internet, de proposer des solutions, parce qu'il ne suffit pas aussi qu'on pose les problèmes, il faut trouver les solutions et ça, c'est très important pour nous. Et travailler à donner une vision assez holistique de cette approche.

Donc, nous nous sommes défini un certain nombre d'objectifs pour ce projet. Ces objectifs sont autour de 5 grands objectifs.

Le premier est vraiment la question de la représentativité des Africains dans les instances de discussion et de décision. Et je pense que quand on a eu les discussions hier, il y a eu une réunion justement sur le lancement du groupe de travail sur ce projet phare, nous avons longuement discuté là-dessus et c'est une problématique que nous allons adresser.

La question de la réglementation au niveau des politiques, de pouvoir renforcer la mise en œuvre des différentes politiques est très importante.

Et il y a la question de la collaboration. C'est pourquoi je disais que j'étais heureux quand j'écoutais Pierre, hier, et nous étions ensemble à la réunion de lancement du groupe de travail. Et cette synchronisation, cette synergie d'action est en train de donner un nouveau souffle à l'espoir que nous avons de voir l'Afrique se mettre en position de pouvoir défendre ses intérêts, d'assurer une certaine souveraineté des infrastructures critiques liées à la gouvernance de l'internet. Ça, c'est très important.

Je parlais de souveraineté, donc il y a le volet de cette souveraineté à travers des plaidoyers sur la gestion des infrastructures et des éléments assez critiques.

Après, pour finir, je pense que dans les objectifs, le dernier qui est essentiel, je pense que beaucoup sont revenus là-dessus, c'est le renforcement de capacité. Je pense qu'il y a un gros travail qui est déjà en train de se faire avec la coalition. Et je pense que l'initiative du renforcement de capacité au profit des parlementaires est une initiative que Smart Africa soutient fortement et je pense qu'il y aura bientôt plusieurs autres initiatives que nous allons, avec le soutien de l'ICANN, essayer de mettre en place au profit des parlementaires et des acteurs gouvernementaux.

Donc c'est ce que nous avons essayé de nous donner comme objectifs, en essayant dans un premier temps d'identifier les parties prenantes. Cette identification, c'est ce que nous avons comme parties prenantes essentielles au niveau d'ICANN, comme vous le savez.

Et ces parties prenantes vont des pays, des gouvernements qui sont un maillon essentiel de ces actions de sensibilisation et de proactivité et les organisations locales. C'est vrai que nous n'allons pas directement sur la gestion et la coordination des actions au niveau local, mais je pense qu'il est important de s'appuyer sur les gouvernements et d'adresser ces différentes organisations au niveau local.

Et aussi les différentes organisations régionales et continentales. Tout à l'heure, Pierre parlait de cette volonté de certains REC qui est essentielle pour soutenir l'impact de ce que nous réalisons comme initiative, pour que cela puisse se faire à l'échelle africaine.

C'est vrai que nous avons des approches qui peuvent adresser cela et impacter, mais soutenir et mutualiser nos efforts avec différents REC pourrait être une bonne chose et je pense que nous allons travailler dans ce sens pour qu'on puisse accélérer l'impact que nous voulons pour l'Afrique pour cela.

Pour ce qui concerne, justement, le groupe, nous y revenons. Tout ce que je viens de dire en termes d'objectifs, d'approches, de parties prenantes à mutualiser et à fédérer, je crois qu'il est important de se donner une vision très claire et une approche de ce que nous voulons faire avec toutes ces parties prenantes et atteindre les objectifs et résultats qui découleront des objectifs.

Et, pour ça, à Smart Africa nous avons une approche qui est de travailler à définir ce que nous appelons des documents phares, des documents qui donnent la vision à l'échelle continentale que nous appelons Blue Print et nous le faisons pratiquement avec tous les projets à Smart Africa.

L'idée est d'avoir ces guidelines et de travailler à implémenter les recommandations qui seront issues de ces guidelines au niveau des États, d'abord sur des phases pilotes, pour que les différents pays puissent avoir des stratégies nationales qui s'appuient des recommandations globales. C'est la vision holistique avec une approche de mutualisation.

Et donc, une fois que ça c'est fait, après on travaille justement à ce que ce soit propagé au niveau des différents États.

Aujourd'hui nous sommes 40 États membres, mais nous espérons que d'ici quelques mois ou années nous allons adresser toute l'Afrique et je pense qu'il y a une dynamique en cours dans ce sens pour impacter rapidement.

À ce propos, pour réaliser ce Blue Print, il y a une proposition de plan d'action qu'on essaye de se donner. Donc nous avons déjà établi un certain nombre d'actions depuis 2020, je ne vais pas revenir là-dessus.

La proposition de plan d'action que nous sommes en train de nous donner tourne autour de ce Blue Print, qui sera le cœur de notre approche.

Hier, on a eu l'occasion d'en parler et, si vous regardez sur la diapositive, il y a eu la première étape de finalisation d'un certain nombre de documents au mois de mai. Et, très rapidement, nous sommes passés à l'étape du lancement du groupe de projet.

La réunion d'hier a été vraiment fructueuse, nous avons pu avoir toutes les parties prenantes que je viens de présenter dans la globalité autour de la table et nous avons eu autour d'une quarantaine de structures qui étaient représentées et les discussions étaient très enrichissantes.

Et après le lancement de ce groupe, nous avons comme ambition de travailler avec certains partenaires, dont ICANN qui est essentiel pour nous, pour définir ce document phare qui va donner les guidelines pour le continent.

Bien sûr nous espérons que d'ici la fin d'année nous puissions avoir un premier draft de ce document qui pourra faire l'objet d'évaluation, de validation et passer par tous les processus de validation au niveau de Smart Africa.

Je ne l'ai pas dit au début de ma présentation, mais nous avons des niveaux de validations parce que nous avons des instances de consultation aussi, le CMICT, qui regroupe un peu tous les ministres ICT de nos États membres et

le dernier niveau qui est le board qui est le groupe des différents chefs d'État qui valident le Blue Print. Pourquoi cette approche ? Parce que ça permet après de faciliter la prise de recommandation au niveau national pour implémenter certaines stratégies nationales et aller sur du plaidoyer rapidement pour mettre en œuvre certaines actions concrètes.

C'est ce que je voulais partager avec vous aujourd'hui, sur ce qui concerne l'approche pour le projet phare gouvernance de l'internet. La dynamique est déjà lancée, nous sommes très optimistes, et avec un partenaire comme la coalition, nous sommes certains que l'Afrique va pouvoir relever ces défis.

CHRISTINE ARIDA:

Merci, Rodrigue. Je vais revenir à l'anglais pour voir s'il y a des questions dans la salle. J'ai moi-même une question, si vous me permettez, vous avez parlé d'avoir davantage de représentation en Afrique, au niveau de la gouvernance internet et au niveau de la diplomatie cybernétique, si j'ai bien compris. Une fois que vous aurez adapté ce Blue Print dont vous parliez et que vous passerez à l'étape de mise en œuvre, comptez-vous travailler avec les pays pour les encourager à le mettre en œuvre ou alors envisagez-vous de vous impliquer également aux processus mondiaux pour y avoir un impact ?

RODRIGUE GUIGEMDE:

Merci, Christine. Donc une fois que ce plan aura été validé, les différents pays seront les principales parties prenantes qui interviendront à la première étape, l'étape pilote. Et nous essayerons de les impliquer à l'élaboration d'une stratégie nationale pour chacun.

Mais, comme vous savez, nous ne pouvons pas travailler avec les pays sans l'implication des organisations internationales, tout est holistique. Donc il est important que toutes les parties prenantes soient impliquées pour orienter les gouvernements, les inciter à s'unir et avoir une approche fédérée.

Donc on veut faire en sorte qu'une fois que le Blue Print aura été validé, les différents pays intéressés pourront manifester quels sont leurs intérêts.

Une fois que nous serons conscients de leurs intérêts, nous essayerons de travailler avec les partenaires pour mettre en place des stratégies nationales et de savoir comment nous pouvons les soutenir à travers des actions concrètes sur chaque pays.

Voilà le principal pour nous une fois que le Blue Print aura été validé, votre question est donc tout à faire pertinente, merci.

CHRISTINE ARIDA: Merci. Je ne vois pas s'il y a des demandes de prise de parole. Quelqu'un lève la main ? Oui, présentez-vous s'il vous plaît.

IBRAHIM PATRICK CONGO : Bonjour, je suis du Burkina Faso, ce n'est pas une question. D'abord remercier les présentateurs, notamment Rodrigue qui vient de présenter un projet très intéressant et aussi profiter de dire, au nom du Burkina Faso qui a présenté ce projet à Smart Africa, que nous sommes très honorés.

Le point sur lequel je voudrais revenir, qui est un point un peu transversal, qui a même été évoqué par Pierre Dandjinou, c'est relativement à

l'approche dans la gouvernance de l'internet. Et une participante de l'Ouganda avait évoqué l'absence de communication et, à ce niveau, je voudrais présenter plus ou moins une petite expérience qui a été faite au Burkina Faso, notamment en matière des noms de domaine avec l'association ABDI, qui a essayé de mettre en place un document cadre qui permet de déterminer toutes les parties prenantes dès qu'on est dans une hypothèse où on doit avoir une approche collaborative ou participative de tous ceux qui doivent être concernés par une question quelconque.

À ce niveau, je pense que c'est un des aspects sur lesquels nos États doivent véritablement se pencher. Cela permettra d'impliquer tout le monde dans toute approche où les bénéficiaires sont étendus à toute la population, mais aussi de faire passer l'information auprès de toutes les parties prenantes.

Donc la communication est importante, mais la mise en place d'un cadre de collaboration, d'une approche participative aussi, est nécessaire.

Voilà le commentaire que je voulais faire. Merci bien.

CHRISTINE ARIDA:

Merci beaucoup le Burkina Faso. Il y a une autre main qui s'était levée devant, me semble-t-il. Dans ce cas-là, je pense que nous pouvons maintenant consulter quelles sont les notes qui ont été prises de ces deux présentations pour faire un récapitulatif. Vous avez pris des notes, pourriez-vous nous les lire ?

DJIBRIL DEME :

Bonne après-midi à tous. J'essayerai de faire la synthèse des recommandations que nous avons entendues. Au total, j'ai 7 recommandations dont j'ai pris note.

La première : améliorer la compréhension des membres du GAC à propos du processus d'élaboration d'un cadre réglementaire et des politiques internet. Et lutter contre les cybermenaces de manière effective.

Numéro 2 : discuter de la création et l'opérationnalisation d'un forum de coordination pour les membres du GAC. L'idée serait d'y aborder les sujets d'intérêt pour le continent.

Numéro 3 : partager avec les pays africains intéressés quels sont les critères pour s'allier à la Coalition pour une Afrique numérique.

Numéro 4 : encourager le développement de centres de données locaux et des points d'échanges internet locaux afin de réduire le coût et la latence de l'internet et améliorer la localisation afin de motiver l'augmentation de la demande d'enregistrement de noms de domaines locaux.

Numéro 5 : augmenter la coopération avec les décideurs de politique afin de mettre en œuvre une stratégie commerciale et de marketing efficace soutenue par un système réglementaire stricte qui accélère la croissance du DNS et l'utilisation de l'internet.

Numéro 6 : faire le plaidoyer des politiques réduisant les coûts d'accès à internet et qui soutiennent l'inclusion numérique pour combiner cela avec la croissance de l'industrie du DNS.

Dernière recommandation, ce qu'avait dit Rodrigue, de travailler avec les organes de réglementation de l'Afrique et les communautés régionales afin

de mettre en œuvre les différentes recommandations identifiées au cours des échanges collaboratifs.

Voilà la dernière recommandation dont j'avais pris note, s'il manque quelque chose, n'hésitez pas à me le faire savoir.

CHRISTINE ARIDA:

Merci de cette aide, très utile. Dans le temps qu'il nous reste, qui dépasse de peu un quart d'heure, je vais inviter Karel à nous rejoindre à table, parce que nous avons déjà pensé à quelques questions pour lesquels nous aimerions connaître votre avis, en lien avec les deux séances de renforcement de capacité.

Avant cela, je voudrais remercier Pierre de sa présentation, nous savons que vous êtes très occupé, on ne va pas vous empêcher de partir si vous devez être ailleurs, Pierre, merci.

Dans le temps qu'il nous reste, nous avons prévu de tirer des conclusions à propos des deux séances de renforcement des capacités, dans l'intention de travailler à de nouvelles manières d'intégrer les séances de renforcement des capacités à des réunions futures. Je cède la parole à Karel.

KAREL DOUGLAS:

Merci, Christine. Je suis de Trinidad et Tobago, je suis vice-président du groupe de travail du GAC consacré aux régions faiblement desservies. Merci Pierre et merci Rodrigue pour ces présentations excellentes. Merci à ceux qui ont présenté tout à l'heure, dans la séance précédente également.

Nous avons rédigé quelques questions pour stimuler le débat et la réflexion. Ce sont des questions que nous tenions à vous poser. Nous savons quelle est l'importance de ces sujets pour vous, nous l'avons déjà vu lors de la séance précédente où nous avons vu qu'il y avait beaucoup de personnes qui posaient des questions. Et après la fin de la séance, il y a eu beaucoup de débats ici, à la table.

Nous savons qu'il s'agit de problématiques qui doivent être abordées et nous espérons que nous aurons plus de temps pour pouvoir entrer dans les détails de ces sujets lors de notre prochaine réunion.

Mais, en attendons, nous voulons vous poser des questions, nous voudrions connaître votre avis. Certaines de ces questions apparaissent à l'écran en ce moment même. Il ne me semble pas que vous deviez y répondre dans un ordre particulier, à moins qu'on me demande de suivre un ordre.

Mais alors, je voulais savoir pour vous, notre communauté, quelles sont les leçons ou les conclusions que vous tirez principalement des présentations d'aujourd'hui ? De votre point de vue, de celui de vos pays.

Alors, un à la fois, on vous prie de ne pas parler tous en même temps, mais quels sont, d'après vous, les problématiques, les sujets les plus importants pour vos régions et pays ?

On a entendu parler de ccTLD, de participation, capacités, renforcement de capacité sur différents sujets. On a vu qu'il y avait également des débats autour des politiques de l'IANA pour la re-délégation ou pour la révocation de ccTLD.

Je vois que Tracy souhaite répondre, on va tout d’abord lui céder la parole, ensuite Nigel.

TRACY HACKSHAW : [Langue anglaise]

KAREL DOUGLAS: [Langue anglaise]

PAUL HILL : [Langue anglaise]

Il y a un principe plus grand à la manœuvre et je pense qu’il y a un principe qui importe. Je pense qu’il y a de la marge pour se reposer sur la coopération ou autre.

Je pense que ce qui peut poser problème c’est lorsqu’il y a des retards déraisonnables pour les politiques de transfert. Je pense que la politique, dans les grandes largeurs, est adéquate, c’est-à-dire qu’on veut forcer les deux parties à collaborer, oui. Mais lorsqu’une des parties, étant donné qu’elle contrôlait l’extension géographique, est en mesure de retarder le transfert, cela pose un problème.

La politique, en règle générale, est adéquate, mais je pense que dans certains cas, les dispositions pourraient poser problème si l’on n’utilise pas d’autres leviers. Et cela pourrait jeter le discrédit sur la fonction IANA.

Le Ghana est peut-être un cas unique, mais je pense que ce n’est pas le seul moment où un retard de transfert est perçu par la communauté locale

comme un élément qui est le fruit des actions de l'ICANN. Et donc il pourrait vraiment y avoir une perte au niveau de l'image, ici.

Donc je pense que ça n'a pas directement trait à la fonction IANA, mais je pense qu'il faut vraiment éviter de se retrouver dans cette situation, donc il faut vraiment avoir des leviers pour éviter les retards de transfert qui pourraient donner lieu à des problèmes réputationnels.

KAREL DOUGLAS: Pouvez-vous vous identifier ?

PAUL HILL : Paul Hill, je suis là avec mon entreprise de consulting.

KAREL DOUGLAS: Merci, Paul. Oui, en effet, ce sont des points essentiels.

NIGEL CASSIMIRE: Je suis Nigel, de la CTU. Merci, Karel. Pour ce qui est de la deuxième partie de notre session, je dois dire que j'ai été frappé par tous les parallèles entre ce qui se produit et ce qui est adopté en Afrique et ce qui se produit aux Caraïbes. On parle de calendriers similaires, on parle de défis similaires, de dates de début similaires, on pourrait établir des parallèles quasiment parfaits avec ce qui se produit aux Caraïbes.

Ces dernières années, nous avons davantage collaboré avec l'Afrique, donc nous avons davantage collaboré notamment sur le plan de la CTU et de l'ATU. Et je pense que cela va nous permettre de partager nos bonnes

pratiques et apprendre plus rapidement comment on peut progresser plus rapidement. Merci.

KAREL DOUGLAS: Merci. En effet, ce sont des points absolument critiques et, d'un point de vue historique, on constate qu'il y a des mécanismes qui apparaissent pour traiter ce problème.

RAPID SUN: Je suis du Cambodge. J'ai vu le rapport sur le secteur africain des noms de domaine, c'est un excellent rapport et je me demandais s'il y avait des études qui avaient été publiées à propos de ce secteur pour l'Asie ou peut-être particulièrement le Cambodge. Et nous voulons qu'une telle étude soit menée, que faut-il faire ?

KAREL DOUGLAS: Merci.

CHRISTINE ARIDA: J'allais me joindre à ce propos. Aujourd'hui, hier, ont été évoqués nombre de problèmes que doit relever l'Afrique, mais ce sont des problèmes similaires qui touchent d'autres problèmes qui touchent l'hémisphère sud.

Pour ce qui est de la question 4, je pense qu'il faut davantage d'études approfondies qui se penchent sur les marchés à développer. Je pense qu'il faut y consacrer davantage de ressources. Donc oui, c'est nécessaire, je suis certaine que nous pourrions identifier des synergies si nous menons ces études et nous pouvons sceller des partenariats entre l'Afrique et les

Caraïbes, mais je suis certaine que l'on pourra identifier des synergies pour les sujets que nous avons évoqués aujourd'hui, qu'il s'agisse de la gouvernance internet, des adresses IP, etc.

KAREL DOUGLAS: Merci. Pourriez-vous vous identifier, s'il vous plaît ?

MOHAMED EL MOCTAR: Je suis pour la Mauritanie. Je sens que je dois répondre à ces questions aux vues de tous les efforts que vous avez fournis. Je suis ravi d'avoir à participer à ces ateliers. Ce sont des ateliers qui sont vraiment essentiels et j'ai participé à un autre atelier hier. Ces questions sont vraiment pertinentes, nous avons identifié les mêmes problèmes au niveau national. Des problèmes que nous voulons traiter en partenariat avec l'ICANN et d'autres partenaires.

Je pense à la gouvernance internet dans le cadre de Smart Africa. Cela fait partie également des 8 points soumis par la coalition pour une Afrique numérique. Ces 8 points soumis par la Mauritanie sont essentiels pour nous.

Les défis et l'approche suivre, et bien c'est de les identifier et les traiter dans le cadre adéquat ; je sais que ces efforts sont déjà en cours dans le cadre de l'ICANN, je pense à la sécurité du DNS, mais je pense également à d'autres ateliers de renforcement de capacité. Néanmoins, il nous faut établir un bon cadre pour être efficaces et pour ne pas simplement discourir. Merci.

KAREL DOUGLAS: Des réponses des orateurs sur le panel ?

PIERRE DANDJINO: Je pense que le mot clef est le partage d'expérience. En Afrique, dans le cadre de la coalition, on recueille beaucoup d'enseignements, c'est propre à l'établissement d'une telle coalition.

Pour ce qui se produit sur le plan de l'ICANN, nous voulons également partager ces informations et ces enseignements avec d'autres régions, évidemment.

Donc nous y sommes ouverts. Quel que soit le fruit de nos efforts, il est mis en ligne sur le site web. Peut-être que maintenant il faut réfléchir davantage à la communication. La coalition pour une Afrique numérique a aussi un site web, évoque que tous les projets, les différents partenariats. Donc n'hésitez pas à nous contacter si vous avez besoin d'information.

KAREL DOUGLAS: Merci, Pierre. Ma conclusion est qu'il faut agir. On parle beaucoup et on agit peu et j'ai l'impression qu'il faut renverser la table et faire en sorte qu'il y ait plus de mesures prises et que l'on voit les conséquences de nos efforts.

Je pense qu'aujourd'hui est un exemple frappant, il y a eu beaucoup d'idées formidables exprimées, on a parlé des ccTLD, la gouvernance internet. Hier, l'initiative Smart Africa a également évoqué certains points, donc il y a tant de potentiels ici et il faudrait vraiment faire en sorte que cet élan prenne la forme de mesures exploitables.

C'est pour cela qu'on a des sessions de renforcement des capacités, ce n'est pas simplement évoquer des points de façon théorique, c'est également concrétiser des théories.

J'espère qu'aujourd'hui, demain, il y aura des activités organisées. Nous espérons que toutes ces théories vont se matérialiser et qu'on voie des programmes.

L'Afrique est mal desservie, de nombreuses façons, mais cela devrait se transformer, nous l'espérons, dans les mois et années à venir afin que l'Afrique ne soit plus une région les moins desservie.

CHRISTINE ARIDA: Il nous reste un peu de temps. Je vais remercier Karel et donner la parole à Rodrigue pour les propos de conclusion.

RODRIGUE GUGUEMDE : La session a été très fructueuse, beaucoup de recommandations ont été formulées, et lorsque je pense au récapitulatif qui a été exprimé et bien je trouve ça très crédible.

Comme Karel l'a dit, il ne faut pas nécessairement trop parler de théorie, il nous faut un plan d'action pour avoir un impact. C'est ce que l'on veut.

Nous avons organisé de nombreuses réunions pendant les réunions de l'ICANN, nous parlons beaucoup. Mais je pense qu'il nous faut matérialiser toutes ces théories. Je pense que l'initiative de la coalition mérite l'initiative de Smart Africa, tout ce que l'on tente de déployer sera un effort de concrétisation. Et c'est pour cela que je veux tous vous inviter, les représentants des gouvernements, des organisations internationales, à nous rejoindre pour cette aventure. C'est crucial.

C'était mon dernier mot, je vous invite à vous impliquer afin de vraiment matérialiser nos efforts. Voici ce que j'avais à dire, Christine, et je veux tous vous remercier d'avoir participé à cette session si importante pour l'Afrique. Nous sommes vraiment ravis et nous sommes disposés à mettre en place les prochaines étapes avec vous.

CHRISTINE ARIDA: Merci, Rodrigue. Nous avons dépassé le temps imparti d'une minute. Vous voulez prendre la parole ? Papouasie Nouvelle-Guinée.

RUSSEL WORUBA: Je veux simplement vous remercier. Nous avons décidé de mettre en place un plan d'action pour harmoniser les politiques des différents pays de la région, échange de données, flux de données transfrontaliers, architecture DNS, etc.

Je pense que tout cela nous a permis de tirer beaucoup d'enseignements, et je veux remercier nos collègues africains. Merci, Pierre, Rodrigue, Karel et toute l'équipe.

CHRISTINE ARIDA: Je vais également répercuter ce qui a été dit par l'Algérie dans le chat : il nous faut un plan d'action. Merci. Cette session est close.

KAREL DOUGLAS: Avant de clore la session, je veux remercier tout le personnel de soutien du GAC, les interprètes également qui déploient beaucoup d'énergie pour interpréter nos délibérations, mais également tous ceux qui nous aident en

coulisse et qui nous ont permis d'avoir toute une série de réunions fructueuses. Je ne vais pas vous donner des noms, car je les oublie, merci d'avoir gardé le cap, merci et au revoir.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]